



# PRÉFET DE LA SARTHE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Le Mans, le 24/02/2021

## LE PREFET DE LA SARTHE COMMUNIQUE : MISE EN GARDE DES CONSOMMATEURS

La direction départementale de la protection des populations de la Sarthe appelle à la vigilance les consommateurs qui auraient été invités, suite à un démarchage téléphonique, à se rendre dans un magasin de meubles pour retirer un cadeau et participer à une loterie.

Ce type de procédé constitue le mode opératoire privilégié de certaines sociétés d'ameublement éphémères, connues pour cibler les personnes âgées et avoir recours à des pratiques commerciales trompeuses et particulièrement agressives.

Le mode opératoire de ces sociétés d'ameublement se caractérise par des actions diverses :

- cadeaux remis ne correspondant pas aux produits annoncés et de faible valeur ;
- prix des produits exposés artificiellement gonflés, permettant aux vendeurs d'accorder des remises illusoires pour faire croire aux consommateurs qu'ils font une bonne affaire ;
- gains annoncés dans le cadre de la loterie se transformant automatiquement en un bon d'achat à valoir le jour-même sur les articles en vente ;
- pratiques commerciales trompeuses sur la qualité et la provenance des articles mis en vente ;
- pression constante exercée par les vendeurs lors de la négociation commerciale pour inciter les consommateurs à l'achat d'un meuble, même si le consommateur n'en a pas besoin ou n'en veut pas ;
- non-respect du délai de rétractation de 14 jours à partir de la signature du contrat de vente et obstacle à l'exercice de ce droit par les consommateurs (livraison le jour même avec reprise de l'ancien mobilier pour donner l'impression aux consommateurs qu'ils ne peuvent plus se rétracter alors que la loi les y autorise).

Tout consommateur s'estimant victime de telles pratiques peut prendre contact avec les enquêteurs de la direction départementale de la protection des populations de la Sarthe :

Service CCRF 19 boulevard Paixhans – 72000 Le Mans

[ddpp@sarthe.gouv.fr](mailto:ddpp@sarthe.gouv.fr)

02 72 16 43 62